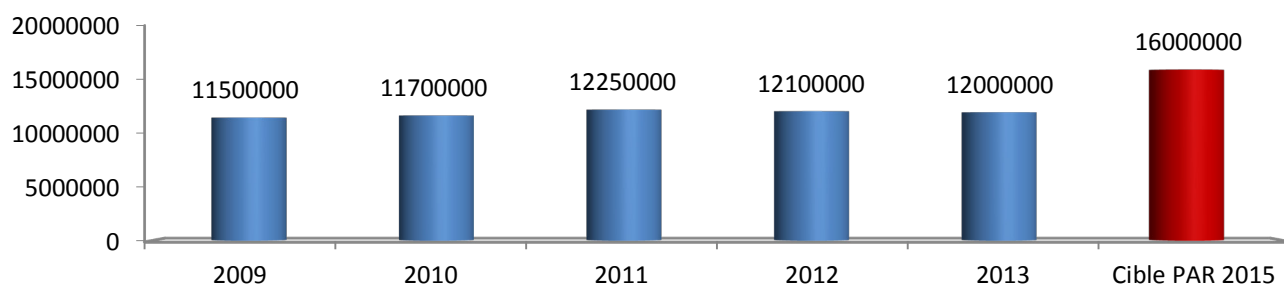


### 3-ETAT D'AVANCEMENT DES REALISATIONS DU PAR

Les interventions dans la filière lait ont permis d'équiper les centres de collecte et d'améliorer la production et la qualité du lait. La production actuelle se situe autour de 12 millions de litres et représente environ 75 % des objectifs du PAR en 2015.

Graphique n°11 : Evolution de la production de lait (en litre)



### III. FILIERE APICOLE : SAUVEGARDE ET DEVELOPPEMENT DE L'ABEILLE JAUNE SAHARIENNE

#### 1-RAPPEL DES AXES D'INTERVENTIONS ET OBJECTIFS

La zone constitue le berceau de l'abeille jaune saharienne (*Apis mellifica sahariensis*) réputée par sa rusticité, sa haute productivité et sa douceur.



L'abeille jaune saharienne

Pour développer ce secteur, l'Office agit à différents niveaux :

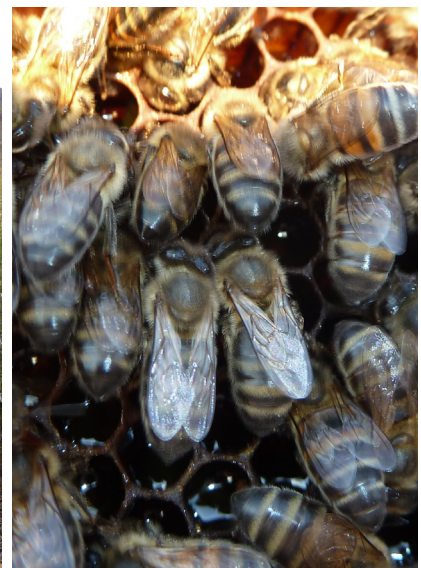
- Distribution de ruches modernes aux apiculteurs;
- Traitements généralisés des ruches atteintes par la varroase ;
- Organisation des producteurs en coopératives apicoles.

## 2-BILAN DES REALISATIONS :

En vue de développer et de valoriser la production du miel des zones de montagnes, l'Office entreprend en partenariat avec la Coopérative apicole Assafar de la Commune Rurale de Guers Tiaalaline, (Province de Midelt), un projet pilier II dont le coût s'élève à 4 182 MDh.

Durant cet exercice, correspondant à la deuxième année du projet, 40 jeunes apiculteurs adhérents à la coopérative ont bénéficié de :

- 300 ruches peuplées d'abeilles jaunes sahariennes avec hausses ;
- Des lots du matériel d'élevage apicole,
- Des pots pour le conditionnement du miel.



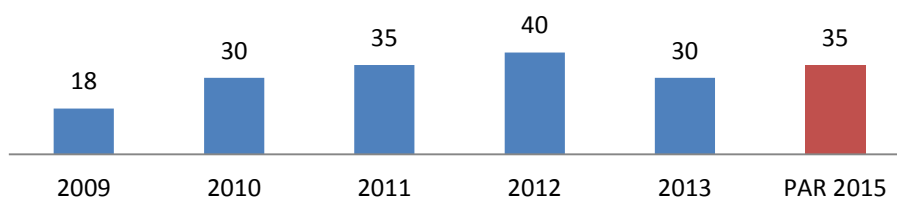
Ruches peuplées d'abeilles jaunes sahariennes

Cette année a également connu le démarrage des travaux de construction et d'équipement d'une vitrine d'exposition des produits apicoles dans la localité d'Ait Khojman : Maison du miel (Rich).

## 3-ETAT D'AVANCEMENT DES REALISATIONS DU PAR :

La production de la zone en miel est estimée actuellement à 30 tonnes soit à peu près 85 % du PAR 2015.

Graphique n°12 : Evolution de la production du Miel ( en tonne)



## D. LES ACTIONS TRANSVERSALES AU SOUTIEN AGRICOLE

L'ORMVA du Tafilalet s'est engagé à nouer des partenariats ayant pour principe de base l'implication des populations cibles et des acteurs locaux dans la prise en charge de leur propre développement. C'est ainsi que l'ORMVA-TF a contribué à la réalisation d'un certain nombre de projets en partenariat avec différents acteurs locaux et dans plusieurs domaines. Ces projets ont permis de drainer des fonds supplémentaires de plus de 25 MDhs/ans en moyenne durant les cinq dernières années au profit du secteur agricole. Les résultats du partenariat par composante et par activité sont détaillés ci-après.

### I. PROMOTION SOCIO-ECONOMIQUE DES FEMMES RURALES

Durant l'année 2013, les principales actions réalisées par l'Office en matière de promotion socio-économique des femmes rurales ont porté sur les principaux axes suivants:

#### 1. SENSIBILISATION DES FEMMES RURALES :

Pour permettre aux femmes rurales d'améliorer leur niveau de connaissances, un programme de formation et d'information est élaboré avec leur participation. Au cours de cette année, 11 thèmes d'ordre technique et socio-éducatif ont été diffusés au profit d'environ 2.501 femmes et jeunes filles rurales.



Séance d'alphabétisation, atelier de préparation de couscous et voyage des femmes au SIAM

## 2. AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES RURALES :

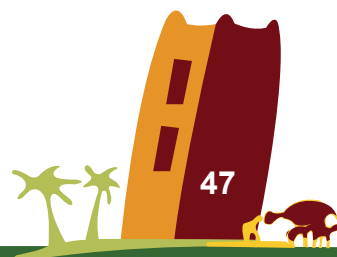
L'un des axes d'intervention qui a été exploré par l'ORMVA/TF est l'allégement des corvées domestiques pour permettre aux femmes rurales de consacrer plus de temps à leurs enfants et à des activités qui rémunéreraient mieux leur travail. Dans ce contexte, l'Office a procédé au cours de cette année à l'acquisition de 34 fours à gaz pour la cuisson du pain au profit de 150 femmes rurales, tout en visant également la diminution de la pression sur la forêt et les parcours.

## II. DEVELOPPEMENT DU MICRO CREDIT

Conscients de l'intérêt que présente le financement pour le développement du secteur agricole et pour participer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales, l'Office et la Fondation ARDI pour le micro-crédit ont mis en place des Agences pour l'octroi des micro crédits en faveur des populations pauvres et en particulier les femmes rurales.

Jusqu'au 31 décembre 2013, la fondation a servi 44.194 personnes dont 42,20% sont des femmes. De même, le montant global distribué s'élève à 126.790274 Dhs, soit 11,52 millions Dhs par an en moyenne. Par ailleurs, et dans le cadre du PDRME, un autre partenariat a été conclu avec la même fondation en février 2012 au niveau des zones montagneuses des provinces d'Errachidia, Tinghir et Midelt. Les principales réalisations sont comme suit :

- Ouverture de cinq antennes de distribution du micro crédit au niveau de Gourrama, Imilchil, Aghbalou N'kerdous, Assoul et Amouguer ;
- Formation des agents de crédit et conseillers d'entreprises rurales ;
- Mise à la disposition du projet de cinq conseillers d'entreprises rurales, et ce, à plein temps durant cinq ans ;
- Travaux de développement, d'adaptation des produits et d'étude du marché réalisés;
- Mise en place de trois nouveaux produits qui répondent aux AGR dominantes dans la région du projet;
- Nombre de bénéficiaires : 548 dont 93 femmes;
- Décaissements : 4.033.000 dh;
- Nombre de groupes avec une présence féminine: 114
- Part des jeunes bénéficiaires: variant entre 18% (à Imilchil) et 65 % (à Aghbalou n'kerdous).





### III. AIDES FINANCIERES DANS LE CADRE DU FDA

Dans l'objectif d'accompagner l'investissement agricole privé au niveau de la zone d'action de l'ORMVA du Tafilalet, la maîtrise de la nouvelle procédure d'octroi des aides financières accordées dans le cadre du Fonds de Développement Agricole est acquise, puisqu'il s'agit de la 6ème année de sa mise en œuvre. L'Office, conscient de ses apports au profit du développement agricole, s'est engagé pour sa réussite en vue de faire bénéficier les agriculteurs des aides et des incitations qui leur sont accordées par l'Etat dans le cadre de ce fonds. Les principaux services rendus aux agriculteurs durant cet exercice sont comme suit :

- L'accueil et l'information sur les aides et les incitations offertes dans le cadre du FDA ;
- La mise à la disposition des visiteurs des modèles de documents relatifs aux dossiers de demande d'accord de principe, de pré autorisation et de l'aide;
- La réception des dossiers de demande d'approbation et de subvention et leur vérification;
- Le traitement manuel et informatique via l'application SABA des dossiers de demande de l'aide financière et l'information des agriculteurs sur l'état d'avancement de leurs dossiers.

La situation des dossiers traités par le guichet unique, arrêtée au 31/12/2013 est comme suit:

#### **DOSSIERS D'ACCORD DE PRINCIPE ET DE PRE AUTORISATION**

Le nombre de dossiers de pré autorisation ouverts en 2013 s'élève à 307 avec une régression de 14% par rapport à l'exercice précédent. 11 % de ces dossiers sont issus du report 2012/2013.

**Tableau n°9 :** Etat de traitement des dossiers d'accord de principe et de demande d'approbation préalable

Désignation	Nombre de dossiers	% / au total dossiers ouverts	Objectif fixé par la DRAMT
Report 2012 sur 2013	33	11	
Dépôt 2013	274	89	
Total Dossiers ouverts	307	100	
Dossiers Approuvés	256	83	90
Dossiers rejetés	16	5	
Dossiers à problèmes	17	6	2
Report 2013/2014	18	6	10
Total traité	307	100	



## DOSSIERS DE DEMANDE DE SUBVENTION

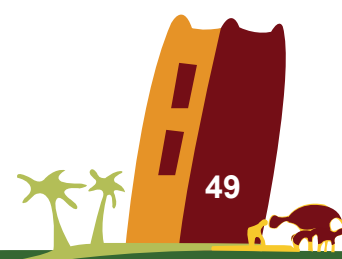
Le nombre de dossiers de subvention ouverts en 2013 s'élève à 608 avec une augmentation de 81 % par rapport à l'exercice précédent. 18 % de ces dossiers sont issus du report 2012 sur 2013. Le montant estimatif total des dossiers de demande des aides s'élève à 45,7 MDhs avec une hausse de 12 % par rapport à l'exercice précédent.

Tableau n 10: Réalisations du guichet unique

Désignation	Nombre de dossiers	% / au total dossiers ouverts	Montant des aides (DH)
Report 2012 sur 2013	112	18	18.448.796,29
Dépôt 2013	496	82	27.257.448,70
Total Dossiers ouverts	608	100	45.706.280,99
Dossiers transmis pour paiement	528	87	35.629.778,90
Dossiers payés	376		31.469.011,09
Dossiers non éligibles à l'aide	11	2	719.223,40
Dossiers à problèmes	17	6	4.967.420,00
Report 2013 sur 2014	30	5	4.444.909,10
Total traités	608	100	45.706.280,99

L'apport du FDA au profit de développement agricole dans la zone peut être relaté à travers les éléments suivants:

- L'investissement agricole privé réalisé à travers les aides et les incitations a globalement connu une nette amélioration avec une fluctuation annuelle ( période 2009 - 2013 ) ;
- Les tracteurs agricoles (45 unités) et le matériel de travail et d'entretien du sol (44 unités) constituent les objets ayant marqué les acquisitions pour l'équipement des exploitations en matériels agricoles neufs durant cet exercice ;
- La superficie équipée en irrigation localisée dans le cadre du Fonds du Développement Agricole durant l'exercice 2013 est de 653 Ha ;
- L'aménagement foncier réalisé durant cet exercice est de 391 Ha à travers les travaux d'épierrage de profondeur ;



- La superficie réalisée en arboriculture fruitière est de 50 Ha de plantation d'oliviers ;
- L'exercice a été marqué par la dominance de la production des veaux issus de croisement industriel engendrant une subvention de 308 veaux et velles.

## PARTIE II : BILAN FINANCIER

### I. BUDGET D'INVESTISSEMENT :

#### \* *Crédits de paiement :*

Les crédits de paiement du budget d'investissement au titre de l'exercice 2013 s'élèvent à 243,58 MDHS ventilés comme suit :

- Crédits de report 2012 sur 2013 : 118.48 MDHS
- Crédits nouveaux 2013 : 124,92 MDHS

La répartition de ces crédits de paiement par source de financement se présente comme suit :

Tableau n° 11: Répartition des crédits de paiement (en Millions de Dh)

sources	crédits de report			crédits nouveaux			total crédits ouverts		
exercices	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Loi de Finances	44,38	93,31	100,48	134.70	130.81	101.22	179.08	224.12	201.71
FDA	16,12	7,04	5,01				16.12	7.04	5.01
FDR	0,05	12,10	13,16	12.10	5.00	23.70	12.15	17.10	36.86
Total	60,55	112,45	118,65	146.80	135.81	124.92	207.35	248.26	243.58

#### \* *Exécution comptable au 31/12/2013 :*

L'exécution comptable du budget d'investissement 2013 fait ressortir un taux satisfaisant d'engagement moyen de 94%. Le taux des paiements est de 53% contre 49% et 45% respectivement en 2012 et 2011. L'exécution du budget d'investissement par source de financement est détaillée comme suit:



Tableau n° 12 : Exécution comptable (en Millions de Dh)

sources	ENGAGEMENTS (*)						PAIEMENTS (*)					
exercices	2011		2012		2013		2011		2012		2013	
	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%
Loi de Finances	177.05	99	216.81	97	196.66	97	83.73	47	116.33	52	115.64	57
FDA	16.05	100	7.04	100	5.01	100	9.08	56	2.03	29	0	0
FDR	12.10	100	16.40	96	26.96	73	0.05	0	3.94	23	12.65	34
Total	<b>205.20</b>	<b>99</b>	<b>240.25</b>	<b>97</b>	<b>228.63</b>	<b>94</b>	<b>92.86</b>	<b>45</b>	<b>122.30</b>	<b>45</b>	<b>128.29</b>	<b>53</b>

(\*) Les taux d'engagement et de paiement sont calculés par rapport aux crédits ouverts de chaque exercice consigné dans le tableau ci-dessus.

Les crédits reportés de l'exercice 2013 sur 2014 s'élèvent à 100 339 954,59 DH, soit 41% des crédits ouverts en 2013, et se repartissent comme suit :

- Sur crédits nouveaux : 58 591 615.44DH (24%)
- Sur reports 2012/2013 : 41 747 439.15DH (17%)

Les crédits reportés de l'exercice 2013 sur 2014 concernent :

- Les retenues de garantie : 8 822 852,88 Dh (8.79%)
- Les travaux en cours d'achèvement : 91 516 101,71 Dh (91.21%)

Ces crédits se repartissent, selon les sources de financement, comme suit :

- 81 022 184,19 Dh (40%) sur crédits Loi de Finances ;
- 5 009 637,50 Dh (100%) sur crédits FDA . Ces crédits concernent la réalisation des travaux de barrage SEHB ELMERGUA ainsi que l'acquisition des rejets et l'achat de vitro plants de palmiers dattiers;
- 14 307 232,90 Dh (39%) sur crédits FDR.

## II. BUDGET DE FONCTIONNEMENT :

Les crédits du budget de fonctionnement alloués à l'ORMVA du Tafilalet, au titre de l'exercice 2013, sont de 81,80 MDHS répartis par nature de dépenses comme suit:





Tableau n° 13 : Budget de fonctionnement (en Millions de Dh)

RUBRIQUE BUDGÉTAIRE	CRÉDITS			ENGAGEMENTS (*)						PAIEMENTS (*)					
	OUVERTS														
EXERCICES	2011	2012	2013	2011		2012		2013		2011		2012		2013	
	M.	M.	M.	M.	%	M.	%	M.	%	M.	%	M.	%	M.	%
Dépenses personnel	70.95	66.30	67.39	62.17	88	63.04	95	60.64	90	60.82	86	59.90	90	55.27	82
Autres dépenses de fonctionnement	7.24	8.03	9.21	5.91	82	7.70	96	8.91	97	5.05	70	5.64	70	7.12	77
Dépenses sur exercice clos	2.03	2.21	5.20	1.51	75	1.90	86	5.01	96	1.51	75	1.90	86	5.01	96
Prestation et services															
Total	80.22	76.54	81.80	69.59	87	72.64	95	74.56	91	67,38	84	67.44	88	67.40	82

(\*) Les taux d'engagement et de paiement sont calculés par rapport aux crédits ouverts de chaque exercice.

Les dépenses du personnel en 2013 ont accusé une augmentation de 1.60% par rapport à celles de l'exercice 2012.

L'exécution comptable du budget de fonctionnement 2013 se présente comme suit :

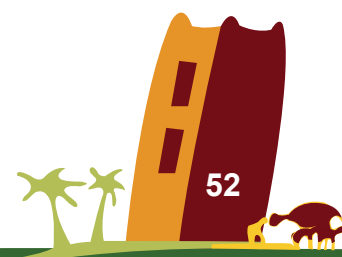
- Engagements : 91%
- Paiements : 82%

Les recettes propres de l'Office au titre de l'exercice 2013 sont de 1 745 172,11 DH, soit 2,45% des dépenses du personnel. Ces recettes proviennent essentiellement des loyers des logements de l'Office et des remboursements des prêts logements accordés au personnel et de la réforme du matériel .

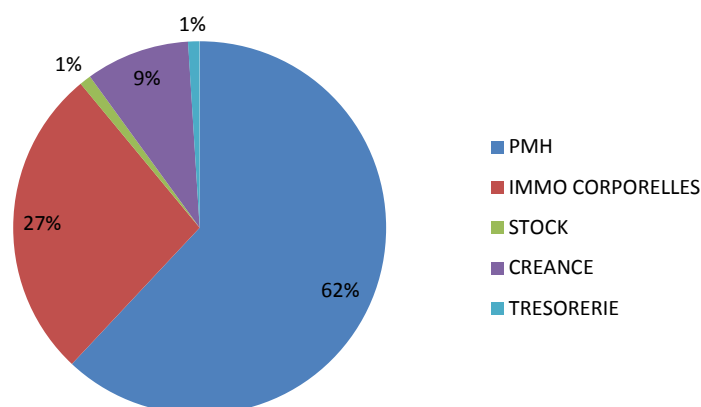
### III. LA COMPTABILITE GENERALE (LES ETATS DE SYNTHESE)

Le total du bilan comptable de l'ORMVA/TF, au titre de l'exercice 2013, s'élevant à 190 millions dhs,. Il a enregistré une diminution de 9% par rapport à l'exercice 2012 (208 millions dhs en 2012).

La structure des actifs du bilan se présente comme suit :



Graphique n°13 : Structure du bilan comptable exercice 2013



La diminution du total du bilan peut s'expliquer comme suit :

- Les immobilisations corporelles de l'Office, faisant 27% du total du bilan, ont enregistré une baisse de 4% en passant d'une valeur nette de 53 Mdhs en 2012 à 51 Mhs en 2013. Cette baisse est causée par les amortissements (l'âge des immobilisations): le cumul des amortissements au 31/12/2013 est 208 Mdhs soit 80% des valeurs brutes des immobilisations corporelles. Toutefois, les immobilisations en non valeur (PMH, études et autres) faisant 62% du total des actifs ont connu une hausse de 27% par rapport à l'exercice précédent : en passant d'une valeur nette d'amortissement de 93 Mdhs en 2012 à 118 Mdhs en 2013.
- Les créances sur l'Etat présentant 9 % du total du bilan, ont connu une baisse de 70 %, en passant de 58 Mdhs en 2012 à 17 Mdhs en 2013.
- Le niveau de trésorerie a connu une baisse de 7% par rapport à l'exercice précédent : les comptes de trésorerie ont été clôturés à 1,26 Mdhs en 2013 contre 1,36 Mdhs en 2012, 42 Mdhs en 2011 et 64 Mdhs en 2010).

Tableau n°14 : Variation des actifs du bilan entre 2012 et 2013

ELEMENTS	2012	2013	VARIATION	
			VALEUR	%
IMMO. EN NON VALEUR	92,85	118,49	25,42	27%
IMMO.CORPORELLES	53,03	50,93	-2,10	-4%
STOCK	2,00	1,93	-0,07	-3%
CREANCE	57,89	16,88	-40,56	-70%
TRESORERIE	1,36	1,26	-0,10	-7%
AUTRES	1,19	0,98	-0,21	-18%
TOTAL	208,32	190,47	-17,60	-9%

En MDHS

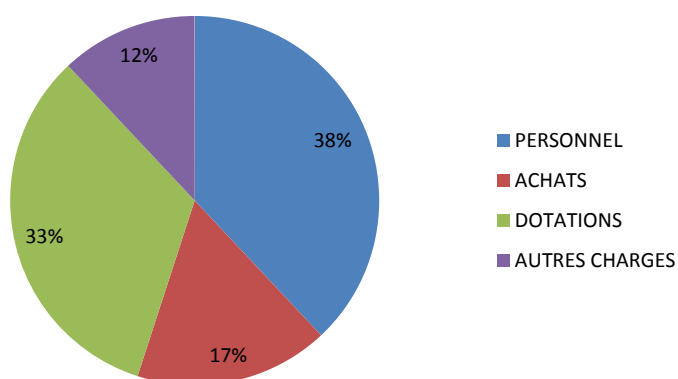


Du côté du passif du bilan de l'ORMVA/TF :

- la subvention d'investissement a enregistré une diminution de 3 % en passant de 207 Mdhs en 2012 à 200 Mdhs en 2013.
- La dette extérieure a enregistré une baisse de 73%, en passant de 13 Mdhs en 2012 à 3,6 Mdhs en 2013.

#### IV. LA COMPTABILITE ANALYTIQUE :

Graphique n°14 : Répartition des charges de l'exercice 2013



Au titre de l'exercice 2013, ces charges sont affectées par centres analytiques comme suit :

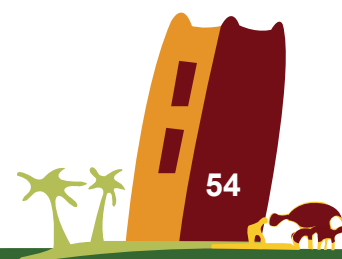
Tableau n° 15 : Répartition primaire des charges par mission

Centre analytique	Administration générale	Aménagements hydro-agricoles	Gestion des Réseaux	Développement Agricole	Non incorporable	Total des charges
Charges directes	41	59	15	41	1	<b>158</b>
%	26%	37%	10%	26%	1%	100%

En MDHS

De ce tableau, on peut lire que :

- L'administration générale (Direction, Audit Interne, Trésorerie des paiements, SAF, SPP et SMAT) représente 26% de l'ensemble des charges ;
- Les centres opérationnels (Aménagements, Développement Agricole et Gestion des Réseaux) représentent 74% ;
- Les charges non incorporables (charges non courantes, charges sur exercices clos, impôt sur les sociétés,...) représentent 1% du total des charges.



Après la répartition secondaire, les coûts complets des centres opérationnels sont comme suit :

Tableau n° 16 : Réparation secondaire par mission

	Aménagements hydro-agricoles	Gestions Réseaux	Développement Agricole	Total des charges
Charges directes	59	15	41	116
Charges indirectes	15	6	21	42
<b>Coût Complet</b>	<b>74</b>	<b>22</b>	<b>62</b>	<b>158</b>
%	47 %	14 %	39 %	100%

En MDHS

La mission la plus coûteuse pour l'ORMVA/TF est l'aménagement hydro-agricole, représentant 47% de l'ensemble des coûts, suivi de la mission développement agricole, représentant 39% des charges, puis de la gestion des réseaux à 14%.

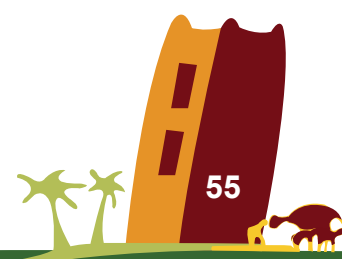
### PARTIE III: BILAN SOCIAL

L'année 2013 n'a connu aucun recrutement. Par ailleurs, elle a été caractérisée par le départ en retraite normale de 19 agents. L'effectif est alors de 470 agents répartis par catégorie comme suit:

Tableau n° 17: Structure des effectifs

CATEGORIE	EFFECTIF	TAUX
Maîtrise	<b>323</b>	69
Cadres	<b>147</b>	31
<b>TOTAL</b>	<b>470</b>	<b>100</b>

Graphique n°15 : Structure des effectifs



Le taux d'encadrement au niveau de l'Office atteint les 31%.

Cet effectif se répartit par fonction comme suit :

**Tableau n°18 :** Présentation des effectifs par fonction

FONCTION	EFFECTIF	TAUX %
Administration générale	<b>275</b>	59
Aménagement	<b>37</b>	8
Gestion des réseaux	<b>43</b>	9
Développement agricole	<b>115</b>	24
TOTAL	470	100

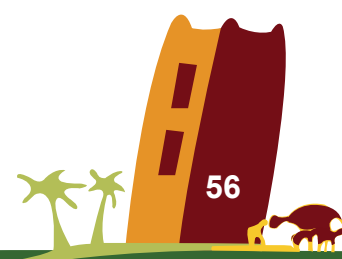
La fonction « Administration générale » regroupe près de 60% de l'effectif.

La répartition par niveau d'instruction se présente comme suit :

**Tableau n°19:** Structure du niveau d'instruction

CATEGORIE	EFFECTIF	TAUX %
Bac + 5 et 6	<b>60</b>	13
Bac + 3 ou 4	<b>10</b>	2
Bac + 2	<b>127</b>	27
Niveau Bac	<b>16</b>	1
C.E.S	<b>124</b>	25
Sans instruction	<b>133</b>	29
TOTAL	470	100

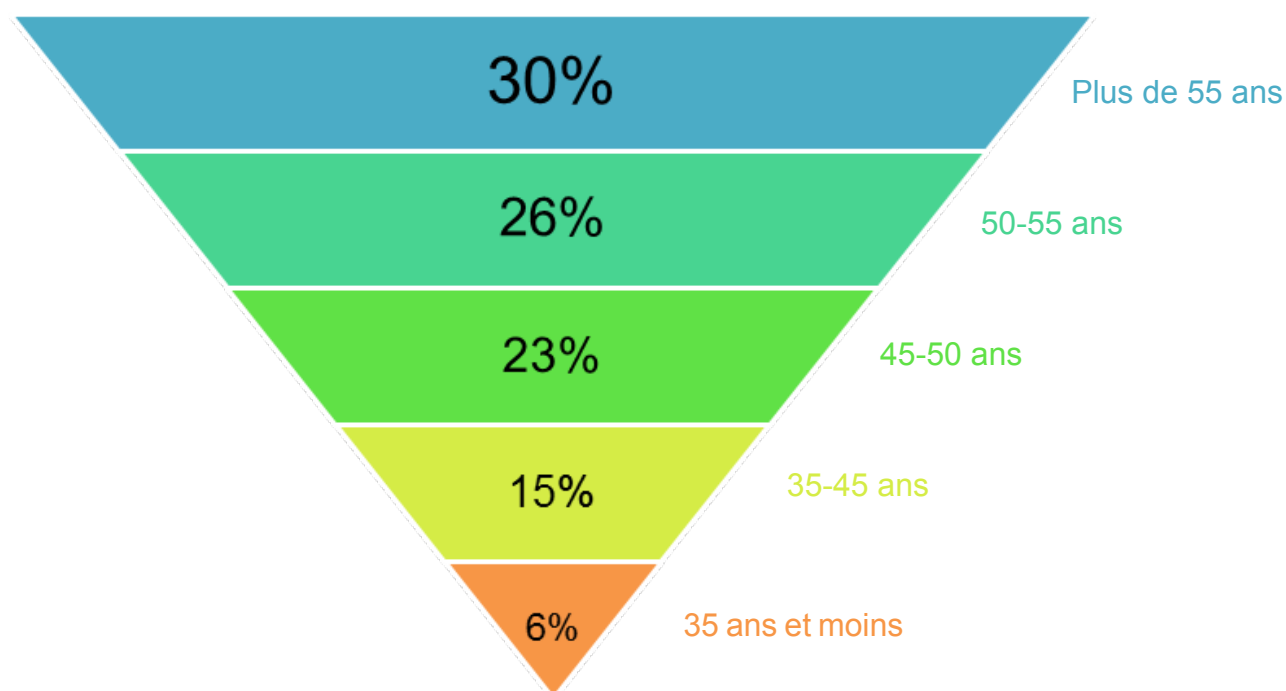
Le taux des agents sans instruction atteint 29%.





La structure par âges se présente comme suit :

Figure n°1 : Pyramide des âges



On note que 79% du personnel dépassent l'âge de 45 ans , soit une tendance au vieillissement.

Le renforcement des ressources humaines par le biais du recrutement de cadres supérieurs et de techniciens dans différentes spécialités est une nécessité eu égard aux missions de l'Office, au départ à la retraite et à l'avènement de l'Office National du Conseil Agricole.

